

UNE COALITION DU SUD GLOBAL POUR LES DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS (DSSR) ET LA JUSTICE DU DÉVELOPPEMENT



WHY?

Le fossé entre le Sud global et le Nord global concernant le droit au développement (DDD) et la justice du développement (JD) trouve ses racines dans l'histoire coloniale et dans les luttes de l'après-Seconde Guerre mondiale autour de la portée des droits humains. Aujourd'hui, ce fossé est exacerbé par l'augmentation considérable des inégalités, la domination des pays du Nord dans les institutions économiques mondiales et le soutien apporté aux intérêts de leurs entreprises transnationales, malgré les atteintes documentées à la justice et aux droits des peuples. Les crises mondiales, telles que la COVID-19, ont mis en lumière les injustices systémiques en matière de développement et leurs conséquences pour les populations les plus opprimées dans de nombreux pays du Sud global. Il s'agit notamment de la pression intense exercée par les institutions financières pour mettre en œuvre des mesures d'austérité budgétaire, des règles commerciales et d'investissement injustes, et la réduction des financements destinés aux dépenses sociales, notamment dans les domaines de la nutrition, de l'eau potable, du logement, de l'éducation et de la santé, y compris les droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR).

Alors que les bailleurs traditionnels réduisent leurs financements, que les charges de la dette deviennent de plus en plus insoutenables et que les inégalités explosent, les discours de culpabilisation des victimes et les mouvements opposés à l'égalité de genre gagnent du terrain. Ancrée dans des croyances et des institutions patriarcales, anciennes et nouvelles, l'opposition aux DSSR s'est développée pour tirer parti du fossé entre le Sud et le Nord. Certains opposants attaquent l'égalité de genre et les DSSR aux niveaux national, régional et mondial, tout en prétendant

soutenir le Sud sur des questions telles que la dette.

Pourtant, l'histoire montre que même dans des contextes politiques complexes, il est possible de progresser vers la réalisation des droits humains. Les forums politiques internationaux ont longtemps été le théâtre de débats sur les droits sexuels et reproductifs. Mais malgré une opposition parfois redoutable, les mouvements féministes et sociaux, s'appuyant sur les expériences vécues par les filles, les femmes et les personnes opprimées, ont réussi à utiliser ces espaces pour identifier et définir les questions clés, renforcer l'engagement politique et la dynamique, et garantir la responsabilité en matière de promotion de l'égalité des sexes et des droits humains.

Un élément central de ces succès réside dans le lien établi entre les DSSR, l'égalité de genre, le droit au développement et la justice du développement – l'idée que chaque personne et chaque pays doivent disposer des moyens et de l'accès à des systèmes équitables pour tracer leur propre voie vers le bien-être. Faire progresser les DSSR n'est pas seulement une question de libertés individuelles ou de santé ; c'est aussi un pilier fondamental de la justice du développement, de la lutte contre les inégalités et de la garantie du respect des droits humains.

WHY NOW?

Dans le contexte actuel de polycrises, cela est devenu encore plus crucial. Nos opposants sont puissants, bien financés et efficacement coordonnés, tandis que l'espace permettant aux mouvements féministes et à leurs allié-e-s d'influencer les agendas mondiaux se réduit.

Nous faisons face à une crise.

Mais nous sommes convaincu-e-s qu'un mouvement féministe fort, revitalisé et dirigé par le Sud peut relever ce défi et y répondre de manière stratégique. Une nouvelle génération dynamique de jeunes militant-e-s pour les DSSR et la justice du développement émerge dans le Sud global, nous donnant espoir et confiance. Cette génération considère que les DSSR et la justice du développement sont indissociables. L'un dépend de l'autre.

HOW?

Il est urgent de trouver un nouveau récit et de former une nouvelle coalition. La Coalition du Sud pour les droits sexuels et reproductifs et la justice du développement est une réponse à ce défi. Dirigée par un groupe transversal d'activistes du Sud engagés dans la défense des droits sexuels et reproductifs et de la justice du développement, ainsi que par leurs alliés, la Coalition du Sud s'efforce de changer le discours en établissant un lien fort entre les droits sexuels et reproductifs, la justice du développement et le droit au développement.

Son travail comprend l'analyse, le plaidoyer à l'échelle locale et mondiale, et la mobilisation d'acteurs clés issus des mouvements féministes, de la société civile, des organisations internationales et des gouvernements qui défendent la justice et les droits humains pour tous.